

MURRIA

MOUVEMENT LGBTQI DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST : PASSÉ, PRÉSENT, FUTUR



ISDAO

Myria est un magazine créé par l'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO). Il est ouvert aux personnes LGBTQI, aux activistes LGBTQI et leurs alliés-es pour des conversations et des réflexions, sur une série de sujets relatifs à la communauté et au mouvement en Afrique de l'Ouest. C'est un espace dédié à une pluralité et une diversité de voix, d'expériences et de perspectives.

Numéro 3: Mouvement LGBTQI de l'Afrique de l'Ouest : Passé, Présent, Futur

Contributrices/Contributeurs :

Ahmed M. — Niger

Christine — Guinée Conakry

Dubois — Burkina Faso

Ehikioya Ataman — Nigeria

Fleur Olive Oussougou — Bénin

Fleury — Côte d'Ivoire

Gloria Quaye — Ghana

Ikponwosa Ogieva — Nigeria

Oghenefjiro Faeyfaeyy Adjerhore — Nigeria

Rachel Petrova — Togo

saliff13 — Sénégal

Avec le soutien éditorial de :

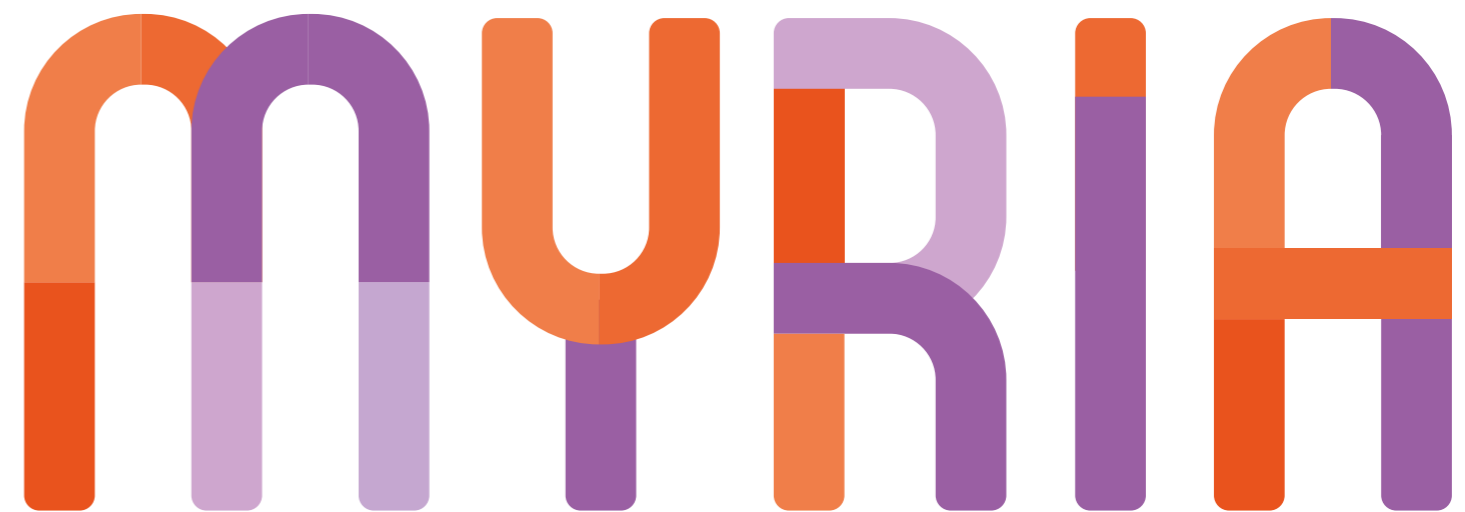
Steffie Kueviakoe – Chargée de Suivi, Évaluation, Redevabilité et Apprentissage (SERA)

Phidelia Imiegha – Chargée de Communication

Stéphane Simporté – Directeur des Communications et de la Gestion des Connaissances

Conception Graphique : Njau Samson

Illustrations de photos : Studio We are Stories



**MOUVEMENT LGBTQI DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST : PASSÉ, PRÉSENT, FUTUR**



WE NEED
a change

des communautés marginalisées. Elle est passionnée par le changement des mentalités, la promotion de l'égalité et l'autonomisation socio-économique de genre ainsi que la sûreté et la sécurité de toutes les personnes qui ont été marginalisées dans la société au Ghana et en Afrique.

Ikponwosa Ogieva est une femme queer des tribus Bini et Esan dans l'état de l'Edo au Nigeria, qui est passionnée par les femmes, la documentation de l'identité et la culture queer, et les droits humains. Elle identifie l'écriture comme sa profession principale, même si elle est également diplômée en ingénierie électrique et électronique et une gestionnaire de projet certifiée par Google. Elle travaille pour NGOO, une société féministe en tant que cheffe de programme. Elle aime lire de la littérature africaine, boire du vin directement à la bouteille, créer des mondes imaginaires, danser et passer des moments calmes à la plage. Ikponwosa aimerait vivre une vie qui la comble pleinement, cumulant les diplômes jusqu'à un doctorat, dans un mariage sans enfant avec une belle femme, et voyageant dans le monde année après année en laissant derrière elle une trace marquante.

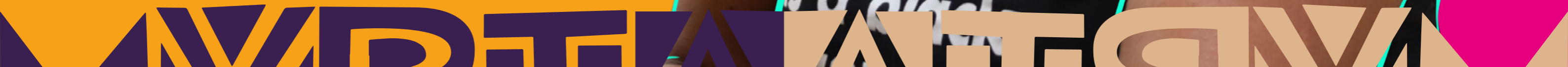
Oghenefejiro Adjerhore est un professionnel exceptionnel en programmation, plaidoyer et médias. Loué pour sa versatilité remarquable et son engagement constant en faveur de la justice sociale, il a joué un rôle essentiel dans la promotion des droits et du bien-être des communautés marginalisées, en mettant particulièrement l'accent sur l'autonomisation des minorités sexuelles et de genre, et des travailleurs du sexe. Dans son poste actuel de chargé de programme pour l'engagement et la mobilisation communautaire à CHEVS, l'engagement d'Oghenefejiro pour autonomiser les communautés marginalisées resplendit. S'appuyant sur de nombreuses expériences personnelles et professionnelles, il élabore et met en œuvre des programmes efficaces conçus pour favoriser l'autonomisation et la participation active des communautés qu'il sert. Grâce à ses efforts, Oghenefejiro s'assure que les voix des groupes marginalisés sont entendues et que leurs besoins spécifiques sont pris en compte de manière efficace. Son travail témoigne d'une approche transformatrice, reflétant un profond attachement à la justice sociale et à l'inclusion.

Rachel Petrova, Miss Trans Impact Afrique 2023, est une femme trans togolaise de 24 ans qui poursuit ses études en cinéma. Elle est une personne sociable, souriante et extravertie. Au quotidien, elle aime être entourée de bonnes personnes et c'est ce qu'elle souhaite pour tout le monde.

saliff13 est un assistant social de formation, il est engagé dans la lutte contre le VIH depuis 2004. Ancien chargé de plaidoyer VIH et droits de l'Alliance des Communautés pour la Santé dans les régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine, Kédougou et Tamba, il est engagé pour le respect des droits humains dans l'offre de soins y compris pour les groupes marginalisés. Gestionnaire des données VIH, responsable du service social et chargé de l'éducation et de l'information pour la santé pendant 6 années au niveau du district de Diouloulou dans la zone frontalière avec la Gambie, militant pour le respect des droits humains, il est conscient des enjeux et défis d'une riposte basée sur les droits humains pour atteindre l'objectif des trois « 95 » de l'ONUSIDA en 2030.

NOUS SOMMES TOU-TES EN SURSIS! OPINION D'UN OBSERVATEUR SUR LES ÉVOLUTIONS DU MOUVEMENT LGBTQI+ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Ahmed M.



Nombreux-ses parmi nous ont été horrifié-es par l'immolation du cadavre d'un prétendu homosexuel, à Kaolack (Centre-ouest du Sénégal), en octobre 2023. On ne trouve pas de qualificatif assez dur pour dénoncer le caractère abject de la chose. Passée l'horreur, on se questionne sur son propre sort (ça aurait pu être moi, ou une personne qui m'est proche, m'étais-je dit.). Oui, ça aurait pu être le cadavre de n'importe qui parmi nous ; pas seulement en tant qu'homosexuels-les (avéré-e ou non), mais aussi comme toute personne hétérosexuelle qui, pour une raison ou pour une autre, aurait donné à penser, de son vivant, qu'elle était homosexuelle. J'ai compris, ce jour-là, que nous sommes toutes en sursis, indépendamment de notre orientation sexuelle ; il suffit juste que des personnes en aient le doute, et qu'elles aient le courage, mais surtout la folie, de s'ériger en censeur-seuses et en donneur-euses de leçons.

Le mouvement LGBTQI+ a commencé ses premiers pas dans les chaumières, dans nombre de pays de la sous-région ouest-africaine, à une époque où l'existence et la cohabitation avec des personnes au genre «non conforme» étaient tolérées, voire même acceptées. Dire que cette époque est révolue serait exagéré, même si le constat général est une détérioration, un peu partout dans la sous-région, des droits des personnes LGBTQI+. On a pu observer des tentatives de durcissement du dispositif répressif envers les homosexuel-les, à travers des propositions de lois criminalisant les relations entre individus de même sexe (Sénégal, Niger, Burkina Faso, Mali). La montée du sentiment anti-occidental, entretenue par l'idée selon laquelle des lobbys impérialistes d'Occident sont ceux qui promeuvent l'homosexualité et la perversité en Afrique, a contribué à ostraciser les minorités sexuelles sur le continent, et surtout dans les ex-colonies françaises.

Dans les trois pays de la toute nouvelle Alliance des Etats du Sahel (AES) formée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger, on a pu voir comment la question de l'orientation sexuelle a été instrumentalisée à des fins politiques, pour ternir l'image d'adversaires ; le Premier ministre nommé par les nouvelles autorités du Niger, suite au coup d'État du 26 juillet 2023, a été villipendé sur les réseaux sociaux, où on l'a fait passer pour un homosexuel. Quelques semaines après sa nomination, le gouvernement nigérien, par la voix de la ministre de l'Éducation nationale, a fustigé les **«tentatives subversives de certains milieux sataniques, en collaboration avec une puissance étrangère et un groupuscule de Nigériens cupides, d'introduire les**

pratiques et le débat LGBT dans notre société, en particulier dans le milieu scolaire »¹. Ceci faisait suite à la sélection de leaders nigérien-nes, censé-es participer à une prétendue rencontre en Europe pour la promotion de l'homosexualité dans les programmes scolaires.

Il faut souligner que cela n'est pas un fait nouveau, car des député-es nigérien-nes du régime renversé avaient tenté, en décembre 2022, de faire passer une loi criminalisant les relations entre personnes de même sexe². En 2003, le UNHCR citait une publication de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)³ qui relevait la clandestinité dans laquelle opérait les associations gays:

«Les homosexuels au Niger vivent dans la clandestinité et ne se sont jamais manifestés pour revendiquer leurs droits ». Cependant, «deux ou trois associations gays fonctionnent sans qu'on sache où elles sont implantées ».

Il est triste de constater que 20 ans plus tard, la situation n'a pas évolué positivement, puisque la proposition de loi criminalisant l'homosexualité au Niger, et soumise au vote en décembre 2022, prévoyait des sanctions à l'encontre des personnes dirigeant ou soutenant les associations pro-LGBT: **«toute personne physique qui dirige ou finance un**

club d'homosexuels en public ou en privé » encourt une peine d'emprisonnement assortie d'une amende. Et les personnes morales qui **«gèrent, aident, font du prosélytisme ou financent les groupes LGBT, voire les individus de cette catégorie** » risquent des poursuites, encore à définir. Difficile, dans un tel contexte, avec tout le poids de la culture et de la religion, de voir émerger et s'épanouir un véritable mouvement LGBTQI+.

Voisin du Niger, le Burkina Faso ne fait pas mieux en la matière. Dans le cadre des consultations nationales consécutives à la prise du pouvoir par le Capitaine Ibrahim Traoré en septembre 2022, **«les forces vives des 13 régions du Burkina Faso ont demandé aux membres de l'Assemblée Législative de Transition (ALT), l'élaboration et l'adoption d'une loi interdisant et pénalisant l'homosexualité dans le pays** »⁴. Traditionnellement, le Burkina n'a jamais criminalisé, ni pénalisé les relations entre personnes de même sexe, depuis son indépendance en 1960. La tolérance jusque-là observée tend à s'effriter, en partie entretenue par le discours anti-impérialiste, mais aussi par un certain fondamentalisme religieux et culturel.

1 Niger : Le CNSP hausse le ton contre la promotion de l'homosexualité dans le système éducatif - koaci.com, 18 octobre 2023

2 Le Niger s'appête à criminaliser l'homosexualité, prévoyant jusque la peine maximale pour le «mariage gay », stophomophobie.com, 24 janvier 2023

3 Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, Niger : information sur le traitement réservé aux homosexuels au Niger, et sur la perception des autorités et de la société envers ces personnes, 9 May 2003, NER41522.F, available at: <https://www.refworld.org/docid/3f7d4ddae.html> [accessed 3 June 2023]

4 Burkina Faso: vers la pénalisation de l'homosexualité?, libreinfo.net, 23 septembre 2023



colonialisme (comportements jugés déviants et en déphasage avec les moeurs locales) ou à une tentative d'imposer un « agenda » (très souvent jugé sataniste ou maléfique). Dans un tel scénario, et comme c'est très souvent le cas, les maillons faibles des luttes sociales sont les premières victimes; l'homosexualité est le thème qui, à coup sûr, fédère l'écrasante majorité de l'opinion, lorsqu'il s'agit de la condamner ou de la réprimer.

Il est important, à ce stade de la lutte pour les droits des minorités sexuelles, de travailler à déculpabiliser la pensée et la perception (de soi et des autres), sur ce qu'est un-e personne homosexuel-le. Quelle perception avons-nous de nous mêmes, en tant qu'êtres humains avec une sexualité non conforme, une représentation du monde et des rapports sociaux différents ? Déculpabiliser la pensée commence par le discours sur soi, sur ses semblables homosexuel-les, car bien souvent l'autostigmatisation contribue à maintenir les LGBTQI+ au fond du placard, plus que le rejet de la société. Comment peut-on se faire accepter, si l'on ne s'accepte pas tel que l'on est, et si l'on n'accepte pas les autres tel-les qu'ils sont ? Mon expérience personnelle de personne gay m'a montré que la question peut être abordée, dans le cadre d'un débat serein et argumenté, parfois même avec les plus farouches homophobes.

Au Sénégal, la profanation et l'incinération du cadavre du prétendu homosexuel à Kaolack, ont entraîné plusieurs condamnations, jusque dans le milieu maraboutique habituellement très taiseux lorsque des actes pareils se produisent. Mieux, le Procureur de la région s'est mêlé de l'affaire, avec l'ouverture d'une enquête ayant abouti à l'arrestation de

certains des auteurs et du Chef de quartier où cette horreur a eu lieu. Pourtant, nous ne devons pas nous méprendre; cela est un coup d'épée dans l'eau, quand on sait que le dispositif pénal en vigueur dans le pays peut se montrer très répressif à l'encontre des minorités sexuelles (en particulier lorsque les personnes mises en cause sont des hommes).

Si l'exhumation et l'incinération d'un cadavre (sur la base d'une présomption d'homosexualité) ont pu en choquer plus d'un, il n'en demeure pas moins que la perspective d'une relation sexuelle entre personnes de même sexe est perçue comme abjecte, immorale et condamnable. Il est aisé de comprendre, dans un tel contexte, qu'il soit difficile, voire périlleux, pour un mouvement LGBTQI+ fort d'émerger et d'avancer à visage découvert dans la sous-région. En attendant des jours meilleurs pour le mouvement LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest, autant considérer que nous sommes tou-tes en sursis, vivant avec la crainte d'être un jour livré-es à la vindicte populaire, mort-es ou vif-ves...

Également voisin des deux pays précédents, le Mali a pris le chemin de la criminalisation de l'homosexualité (et de facto, de toutes initiatives allant dans le sens de la protection des droits des minorités sexuelles), en 2022. Le ministre malien de la Justice a annoncé le 20 août 2022, par voie de presse, l'adoption d'une loi criminalisant les relations entre personnes de même sexe. Tout comme le Burkina Faso et le Niger, le pays ne disposait pas jusqu'alors de texte condamnant explicitement l'homosexualité.

De mon humble avis, la résurgence du discours violent, voire extrémiste, ainsi que l'adoption de textes condamnant l'homosexualité dans ces 3 pays, est indissociable de l'esprit de reconquête de la souveraineté qui plane, depuis quelques années, sur la région. De façon consciente ou non, ces pays sont dans une logique de rejet de tout ce qui s'apparente à une forme de

L'ACTIVISME LGBTQI EN AFRIQUE DE L'OUEST : UN COMBAT POUR LA DIGNITÉ ET L'ÉGALITÉ

Christine



L'histoire des émeutes de Stonewall aux États-Unis en 1969, qui a conduit aux grands mouvements LGBTQI m'a toujours inspirée et donné le courage de faire face aux obstacles liés à la violence physique et verbale que je rencontre dans la vie de tous les jours.

Mon engagement et ma détermination à aider ma communauté pour atteindre ses objectifs m'ont permis de travailler dans la pair-éducation. J'ai été chargée de mener des activités de prévention, de dépistage et de distribution de préservatifs et de lubrifiants. Pendant très longtemps, en Afrique, l'homosexualité existait sous différentes formes, et beaucoup de personnes LGBTQI ont perdu la vie dans des conditions déplorables face à la stigmatisation, la discrimination liée à leur statut sérologique, du fait de leur expression de genre. Elles se sont vues refuser des services de soins dans les centres et n'avaient pas accès à des soins de santé équitables. Pour couronner le tout, leurs droits les plus élémentaires n'étaient pas respectés.

Beaucoup de pays condamnent l'homosexualité et en Guinée, l'article 274 du nouveau code pénal guinéen prévoit une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans et une amende de 500 000 à 1 000 000 francs guinéens pour les personnes reconnues coupables d'un tel acte.

En Guinée par exemple, il était impossible de mentionner l'existence des personnes LGBTQI, mais à ce jour, la population a connaissance de l'existence de la communauté et des différentes orientations sexuelles parmi ses membres.

De nos jours, sur 54 pays africains, un seul fait office de pionnier : l'Afrique du Sud. En effet, 7 ans avant que les pays européens ne permettent aux personnes de même sexe de se marier, l'Afrique du Sud l'avait déjà adopté et était donc déjà en avance sur cette mesure.

Malheureusement, de nos jours encore, dans la majorité des pays où l'homosexualité est dépénalisée, une forte homophobie continue de perdurer et les couples homosexuels ne sont pas reconnus légalement et ne bénéficient pas de protection contre la discrimination.

À ce jour, il y a eu beaucoup d'avancées pour la cause LGBTQI dans certains pays d'Afrique, notamment sur l'inclusion effective des personnes LGBTQI dans différents domaines de la société et la prise en compte de leurs besoins par le Fonds mondial et les bailleurs internationaux.

À ce jour, l'homosexualité n'est pas pénalisée dans 16 pays africains. En Afrique francophone, ces pays sont la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso, le Bénin, la Guinée équatoriale, le Gabon, la Centrafrique, la République Démocratique du Congo et la République du Congo.

Quelques pays ont décidé de ne pas réprimer juridiquement l'homosexualité tels que le Gabon, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC) et le Lesotho. D'autres pays figurent sur la liste de ceux qui ont décidé de faire évoluer leur législation sur l'homosexualité comme le Mozambique, l'Angola, le Botswana et les Seychelles.

Il y a encore beaucoup de combats à mener en Afrique pour que la communauté LGBTQI soit libre de vivre sa sexualité.

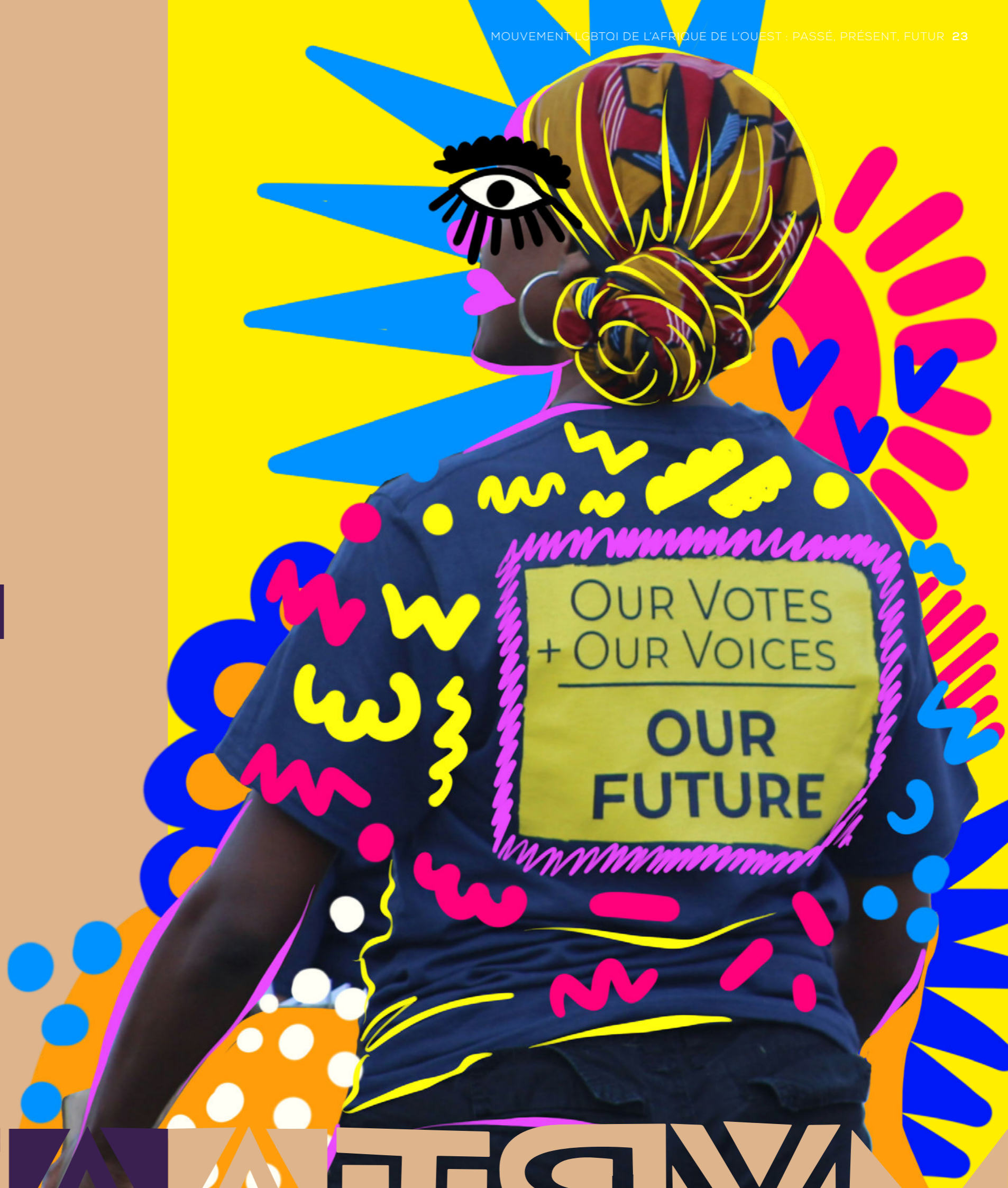
Avec une si grande expansion d'associations LGBTQI en Afrique, qui militent toutes pour un seul objectif commun, il est sûr que l'avenir de la communauté LGBTQI vers l'égalité et la liberté est plus que prometteur.

Pour parvenir à ce résultat, les associations doivent s'entraider pour amener les États à reconsidérer leurs engagements auprès des instances de l'ONU pour la reconnaissance et le respect des droits des personnes LGBTQI. C'est en suivant ces démarches qu'un avenir de liberté pour la communauté LGBTQI sera possible.

1 (note de l'éditrice) La nuit du 27 au 28 juin 1969, à une époque où la communauté LGBTQI était persécutée aux États-Unis, une descente de police dans un bar gay de New York, le Stonewall Inn, a provoqué de violentes émeutes pendant plusieurs jours. À la suite de ces évènements, le Gay Liberation Front (Front de Libération Gay) a vu le jour pour revendiquer le respect des droits de la communauté LGBTQI.

ANALYSE SUR LA SITUATION DE LA COMMUNAUTÉ LGBTQI AU BURKINA FASO

Dubois



MYRIA

Depuis des générations, l'on tente de nous faire admettre que l'Afrique noire est totalement étrangère aux pratiques homosexuelles. On avance une panoplie d'arguments tendant à ranger l'homosexualité et les pratiques voisines parmi les comportements contre-nature et contraires à la culture africaine. Certain-es vont même plus loin en la considérant comme une maladie mentale ou psychologique. Or l'Organisation mondiale de la Santé, après de multiples recherches sur la question, a fini par déclasser l'homosexualité de la liste des pathologies mentales.

Certain-es sociologues et anthropologues africain-es se sont intéressé-es à la question. **Dans L'homosexualité en Afrique : sens et variations d'hier à nos jours¹**, Charles Gueboguo démontre que c'est une pratique fort ancienne dans la culture noire-africaine et dans certains rites coutumiers de contrées d'Afrique noire.

Du point de vue de la linguistique, il est clair que de nombreuses sociétés africaines connaissaient cette pratique avant même la colonisation. La désinformation a envahi les rues et même certain-es intellectuel-les refusent de se rendre à l'évidence : « L'homosexualité n'a ni un visage européen, ni un visage américain ; elle a un visage simplement humain et ceux qui la pratiquent n'ont pas choisi mais sont nés avec. »

L'argument invoquant une pratique contre-nature est difficilement soutenable car cette pratique n'est ni nouvelle ni importée. Les gens vivent dans l'illusion et dans le faux concernant cette pratique, il est clairement établi que les pratiques homosexuelles ne sont pas étrangères à l'Afrique traditionnelle. Cependant, il faut reconnaître que la pratique a évolué et s'est métamorphosée dans le temps. On rencontre des personnes de la communauté qui s'assument et ne cachent pas leur orientation sexuelle. Cela se ressent à plusieurs niveaux : dans les quartiers, l'entourage et surtout sur les réseaux sociaux. C'est ainsi qu'on assiste à des activités organisées par des membres de cette communauté : déguisements, défilés, etc. Ce qui marque la vie des membres de la communauté, c'est surtout le manque de discrétion.

Au Burkina Faso, aucun texte n'a jamais pénalisé l'homosexualité depuis l'indépendance en 1960, mais le climat politique et social demeure hostile aux personnes LGBTQI, comme le relate un article du journal Libération : **« l'hostilité envers les gays, les lesbiennes et les personnes transgenres alimentée par des prêches homophobes à tire-larigot, des médias peu scrupuleux et des politiciennes en mal de votes, reste extrêmement vigoureuse - jusqu'à rendre responsable les homos[exuel-les] de la menace jihadiste selon plusieurs témoignages. En 2015, à l'approche des élections législatives, une petite formation politique, le Parti de la renaissance nationale (Paren), a par**

exemple déposé une proposition de loi afin d'interdire [...] l'homosexualité. »² Cité dans l'article, un rapport³ publié en 2016 par l'Afrobaromètre, classe le Burkina Faso parmi les trois pays africains les plus intolérants envers les homosexuel-les.

Au Burkina Faso, depuis la création de la colonie de Haute Volta, en passant par sa dislocation et sa réunification, puis son indépendance formelle en 1960, le sujet n'a guère été clairement abordé. Ce fut le cas après le putsch du MPSR2 ayant conduit à la tête du pays un jeune capitaine en 2022. Depuis cette période, le monde LGBTQI est attaqué, harcelé, discriminé et violenté de toutes parts par des individus qui vraisemblablement manquent d'instruction et d'éducation. La vie des membres de la communauté est marquée par une stigmatisation accrue. En 2023, le Conseil Supérieur de la Communication a interdit la diffusion par tous média de contenus présentant des scènes d'homosexualité. Cet organe évoque la « promotion de l'homosexualité ». Cela est amplifié par les intentions affichées des autorités de la transition d'adopter des lois pénalisant l'homosexualité. Le ministre d'Etat Bassolma Bazié l'a clairement exprimé lors de son discours à l'ONU le 24 septembre 2023.

Avant cela, le président de l'Assemblée Législative de Transition (ALT), le Dr Ousmane Bougouma, avait signifié la volonté de l'ALT de voter une loi interdisant et pénalisant l'homosexualité au Burkina Faso. Tout cela a contribué à encourager ces derniers

temps les agressions, les menaces et toutes sortes de violences contre la communauté LGBTQI, essentiellement à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou. À Ouagadougou, le contexte est marqué par des agressions, des diffamations, des menaces ainsi que des coups et blessures volontaires sur des membres de la communauté. On constate également des atteintes au droit et à l'image sur les réseaux sociaux, notamment sur Tiktok et Facebook.

Depuis l'avènement du gouvernement de la transition du capitaine Ibrahim Traoré, des velléités de pénalisation et des voix s'élèvent pour contester le droit à assumer son orientation sexuelle. Les réseaux sociaux s'enflamment chaque jour avec de nombreuses atteintes aux droits des minorités sexuelles et des personnes considérées comme efféminées. Des atteintes à l'intégrité physique, des violations de domiciles, des tentatives d'assassinat, des menaces de mort, des homicides volontaires deviennent le quotidien des membres de la communauté. À Bobo Dioulasso, on constate que l'homophobie semble avoir un fond religieux; les discours et appels en langue nationale dioula ont parfois des aspects religieux. On cite même parfois des versets coraniques. Sur quelques vidéos publiées sur le réseau Tiktok, les homophobes demandent à ceux qui sont soupçonné-es d'être homosexuel-les de jurer sur le Coran qu'elles ne le sont pas. Tout cela se passe sous le regard silencieux des autorités. Cela appelle à se poser quelques questions :

1 Charles Gueboguo, « L'homosexualité en Afrique : sens et variations d'hier à nos jours », Socio-logos [En ligne], 1 | 2006, mis en ligne le 09 octobre 2008, consulté le 12 février 2025. URL : <http://journals.openedition.org/socio-logos/37> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/socio-logos.37>

2 Florian Bardou. (5 avril 2019). *On est loin d'envisager une gay pride au Burkina Faso*. Libération.fr. Consulté le 7 mai 2025

3 « Bons voisins? Les Africains démontrent un sens élevé de la tolérance envers beaucoup, mais pas tous », dépêche n°74 d'Afrobaromètre, 1er mars 2016

- **Quelle nécessité y a-t-il à pénaliser la pratique de l'homosexualité ?**
- **Quel sort sera réservé aux associations et groupes LGBTQI ?**
- **Quel est l'avenir de la communauté quand on sait que le pays traverse déjà une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent ?**

Il est donc important que cette communauté travaille en collaboration avec les structures de défense des droits humains et de promotion de la non-violence pour limiter les effets négatifs de ce vent homophobe qui souffle. Une chose est sûre, quelles que soient les intimidations, les discriminations, les persécutions, les violences physiques et psychologiques à l'encontre des minorités sexuelles, il sera difficile voire impossible de vaincre les pratiques homosexuelles. L'Allemagne pendant le règne des nazis avait réservé un sort inhumain aux homosexuel·les mais cela n'a pas suffi à éradiquer la pratique. Aujourd'hui, les membres de la communauté LGBTQI vivent en sécurité dans ce pays et sont juridiquement protégés. C'est bien la preuve que la lutte paye et que demain sera peut être meilleur pour les membres de notre communauté au Burkina Faso, pourvu que les différent-es acteur·rices ajustent bien leurs plaidoyers et leurs actions concrètes sur le terrain. Il faut une profonde résilience aux problèmes liés à la question LGBTQI pour espérer y trouver des solutions idoines.



LE VOYAGE INACHEVÉ : CONSTRUIRE UN FUTUR COLLECTIF POUR LE MOUVEMENT LGBTQIA AFRICAIN

Ehikioya Ataman



MYRIA

A lors que je rassemble mes pensées, la question principale qui me vient à l'esprit est : « Existe-t-il vraiment un mouvement LGBTQIA au Nigeria? »

Peut-être que oui. Peut-être que non. Mais comment définit-on un mouvement dans ce sens?

On pourrait dire que le mouvement LGBTQIA en Afrique de l'Ouest a fait des progrès notables, démontrant des collaborations réussies avec différentes parties prenantes, qu'elles soient des acteur-rices étatiques comme non-étatiques. Au fil des années, ces collaborations se sont avérées essentielles dans la conduite d'un changement social et comportemental, et dans la redéfinition du narratif autour des diverses communautés LGBTQIA dans la région. Le mouvement a été caractérisé par une série d'initiatives destinées à générer des changements percutants et durables dans plusieurs secteurs, y compris dans les sphères sociales, politiques et culturelles.

Un des aspects cruciaux de n'importe quel exercice de construction d'un mouvement est la poursuite du changement dans une région spécifique, et le mouvement LGBTQIA en Afrique de l'Ouest ne fait pas exception. L'approche multidimensionnelle du mouvement implique de sensibiliser, animer un sentiment de communauté, promouvoir l'éducation et mobiliser les organisations communautaires de terrain. Ces efforts ont porté leurs fruits, notamment au Nigeria, malgré les défis légaux, politiques et culturels inhérents au pays.

Avant 2014, quand le **Same-Sex Marriage Prohibition Act (SSMPA)** (loi sur l'interdiction du mariage homosexuel) a été promulguée, le paysage politique et économique pour le mouvement LGBTQIA+ au Nigeria était marqué par un ensemble d'attitudes sociales, cadres légaux et facteurs culturels, qui ont posé de sérieux défis à la mobilisation, à l'organisation et aux interventions de la communauté. La société nigériane est conservatrice, et les croyances culturelles et religieuses jouent un rôle non négligeable dans la construction de l'opinion publique.

Le climat politique était globalement réticent aux droits LGBTQIA+, et le sentiment prédominant dans les sphères politiques et religieuses y était opposé. Les personnalités publiques et les leaders religieux-ses exprimaient souvent des opinions anti-LGBTQIA+, contribuant à un environnement hostile. Bien qu'il n'existait pas de protections légales pour les individu-es LGBTQIA+, il n'existait pas non plus de loi fédérale spécifique criminalisant explicitement les relations sexuelles entre personnes de même sexe avant 2014. Toutefois, plusieurs États possédaient leurs propres lois pénalisant les actes homosexuels.

En réfléchissant aux progrès du mouvement LGBTQIA en Afrique de l'Ouest, un certain nombre de choses nous viennent à l'esprit :

Premièrement, la mobilisation LGBTQIA était principalement tournée vers la fourniture de services en droits et santé sexuelle et reproductive, avec un focus sur le traitement du VIH. Au début des années 2000, on pouvait compter le nombre d'organisations fournissant des services aux personnes LGBTQIA, et ces organisations étaient principalement concentrées dans les grandes villes, telles que des organisations comme Population Council à Lagos, ICARH à Abuja, et Heartland Alliance à Calabar et Port Harcourt. On pouvait difficilement trouver ces organisations dans d'autres États, et encore moins dans les zones reculées. Il est important de noter qu'il y avait alors un fort niveau de peur, de stigmatisation et de discrimination autour de l'accès à ces services, car le plus souvent, le simple fait de se rendre dans l'établissement pouvait conduire à ce qu'une personne soit dénigrée en raison de son état de santé. Ainsi, l'accès aux services de ces organisations était surtout fait en secret, à l'insu de la famille et des ami-es. Dans certains cas plus extrêmes, les individu-es LGBTQIA+ vivant avec le VIH ignoraient tout de leur état de santé, préférant vivre dans le déni plutôt que de risquer d'être connus comme porteur-euses du VIH.

Deuxièmement, les organisations ayant vocation à promouvoir les droits humains étaient peu nombreuses et principalement mobilisées dans l'organisation d'événements confinés en secret.

Le paysage social et politique du Nigeria, en particulier en ce qui concerne les questions LGBTQIA, a considérablement changé en 2014 avec la promulgation du Same-Sex Marriage Prohibition Act, qui non seulement criminalisait les mariages entre personnes de même sexe mais prévoyait aussi des peines pour les individu-es et organisations défendant les droits LGBTQIA+. Cette loi a marginalisé davantage la communauté LGBTQIA+, rendant encore plus difficile la défense de ses droits ouvertement. Malgré ces défis, il y a eu une augmentation du nombre d'organisations montées pour combattre cette hostilité, et cela a porté à une amplification des voix des minorités sexuelles, de leur visibilité et de leur représentation physique et dans les médias. L'impact sur la création de cette visibilité est démontré par le fait que le-la Nigérien-e moyenne est désormais très conscient-e de l'existence d'une communauté queer, même s'il l'est à travers un point de vue biaisé et malavisé.

Par ailleurs, l'attention s'est déportée des seuls services de santé (droits et santé sexuels et reproductifs - DSSR), comme c'était le cas avant 2014, à la programmation d'autres aspects, incluant le plaidoyer pour les droits humains, la sûreté et la sécurité, le renforcement de capacités et la recherche. Alors que le plaidoyer pour les droits humains était auparavant mené en secret, au cours des années, la mobilisation LGBTQIA s'est renforcée, avec la création de plus d'organisations, y



compris dans les communautés rurales, et plus de participation qu'avant, ce qui amplifie encore davantage les voix et la visibilité.

Plus récemment, un volet du SSMPA qui criminalise la liberté d'expression et la liberté d'association (dans le sens de rassemblement, mobilisation et enregistrement d'organisations) a été retiré, une évolution très positive dans la lutte inlassable contre les violations sociales des droits LGBTQIA. Cela signifie que les organisations LGBTQIA+ peuvent se constituer sans avoir à masquer leurs objectifs par peur de représailles de l'Etat.

Cependant, cela ne veut pas dire que ces progrès n'ont pas été entravés, au point qu'on ait presque l'impression de faire trois pas en avant et deux pas en arrière. Il y a eu des rivalités et des jalousies mesquines qui ont pris le dessus au sein des organisations, ce qui a résulté en des manœuvres politiques sournoises. Il y a eu des situations où les dirigeant-es d'organisations n'ont pas rendu de comptes ou n'ont pas assumé la responsabilité des actions menées contre leurs organisations, choisissant plutôt de désigner des boucs émissaires pour détourner l'attention. Il y a des chasses aux sorcières et toutes formes de rétention d'information, où les leaders profitent de leur pouvoir pour faire de la place ou exclure qui leur chante. Le plus souvent, les organisations sont dirigées comme des entreprises commerciales qui favorisent les comptes bancaires

de leurs responsables, au lieu de la cause caritative qu'elles sont censées promouvoir.

Tous ces défauts pèsent sur l'objectif de faire progresser les droits et les intérêts de notre communauté. Il est urgent que nous nous rassemblions en tant que collectif, en créant des espaces pour les un-es et les autres, en particulier parce que nous luttons tous pour la même cause. Tout comme les Objectifs de développement durable (ODD) ont établi des objectifs mesurables et acceptés universellement pour s'attaquer aux problèmes de l'extrême pauvreté et de la faim, prévenir les maladies mortelles et étendre l'éducation primaire à tous les enfants, parmi d'autres priorités de développement, avec un calendrier spécifique, le mouvement LGBTQIA peut parvenir à des objectifs stratégiques définis, identifier des indicateurs pour mesurer le progrès et proposer une future échéance pour évaluer les progrès menés jusque là. Quand les organisations travaillent de manière isolée, elles peuvent parvenir à si peu, mais, en collectif, les gains sont tangibles et significatifs.

Il reste encore tant d'avancées à faire pour le mouvement LGBTQIA, surtout au Nigeria. Certains de ces objectifs sont déjà poursuivis par les organisations, mais il convient que je les évoque un peu plus. Comme je l'ai précédemment évoqué, il y a eu des développements dans les domaines de l'éducation de membres de la communauté queer, mais cet objectif n'est pas complètement atteint, comme le montre le déséquilibre économique évident dans la communauté. Cela n'a jamais été aussi visible qu'au moment du pic d'épidémie de

COVID, et le confirment qui en a découlé en 2020. Il y a de forts niveaux de pauvreté parmi les membres de la communauté LGBTQIA, particulièrement renforcés par le niveau élevé d'analphabétisme, notamment au sein de sa base communautaire. Il est nécessaire d'orienter les financements et les ressources vers ces domaines, vers des domaines visant à améliorer l'éducation et faire de la place pour acquérir des compétences et du savoir qui contribueront grandement à la stabilité économique de la communauté. Surtout, compte tenu de l'ère numérique dans laquelle nous nous trouvons, je ne saurais trop insister sur combien il est vital d'éduquer la communauté à l'utilisation de la technologie pour promouvoir le changement.

Dans ce but, j'aimerais saluer le fait que les financements sont devenus plus accessibles pour les petites organisations, rendant possible des activités destinées aux buts susmentionnés pour atteindre différents espaces de la communauté.

En observant rétrospectivement comment nous avons commencé, il est évident que nous avons fait des progrès significatifs. Toutefois, il reste encore beaucoup de travail à faire, et nous commençons à peine l'exercice de constitution d'un mouvement au Nigeria et dans la région ouest-africaine plus largement. En conclusion, nous devons rester engagé-es dans cette cause et continuer à travailler ensemble vers l'atteinte de nos objectifs.

LES DÉFIS DES COMMUNAUTÉS LGBTQ+ AU BÉNIN : COMBATTRE LA DISCRIMINATION

Fleur Olive Oussougoe



MYRIA

Au Bénin, tout comme dans de nombreux pays d'Afrique et au-delà, la situation des minorités sexuelles, notamment les personnes LGBTQ+, demeure complexe et ardue. La société béninoise est encore largement marquée par des attitudes conservatrices envers la sexualité et la diversité de genre, exposant ainsi les personnes LGBTQ+ à la stigmatisation et la discrimination, voire à la violence au quotidien.

Dans ce contexte, les réseaux sociaux, notamment TikTok, émergent comme la principale plateforme d'expression pour ces individu-es marginalisé-es. Sur TikTok et d'autres plateformes similaires, les membres des communautés LGBTQ+ peuvent partager leurs histoires, sensibiliser aux problématiques qui les touchent, et trouver un soutien mutuel, même dans des régions où la stigmatisation persiste.

Il est à noter aussi que les lois au Bénin n'interdisent pas explicitement l'homosexualité, mais l'absence de protections légales spécifiques expose régulièrement les personnes LGBTQ+ à des attaques, comme récemment observé lors de controverses liées à l'introduction de l'homosexualité dans les programmes éducatifs. Le post de l'enseignant béninois Thierry Dovonou a fait le tour des réseaux sociaux au Bénin. Dans son post, il appelait certaines personnalités au secours. Pour utiliser ces propres expressions, « [...] **introduire des notions d'homosexualité en classe de 5ème, [...] c'est commettre un acte**

extrêmement grave, [...] [à] cet âge 11-13 ans les enfants sont psychologiquement fragiles ». Il faut noter que cette publication a suscité beaucoup de réactions au sein de la société béninoise.

L'ancien président Boni Yayi a également condamné les relations homosexuelles, suscitant un soutien significatif sur les réseaux sociaux, notamment sur sa page Facebook. Ladite publication¹ a reçu plus de 6000 « J'aime », a été commentée 911 fois et partagée par 447 personnes. Parmi les commentaires on pouvait lire celui d'un internaute : « **Vous avez une très très bonne initiative. Nous vous admirons beaucoup pour ce combat [sic] [...] Jamais et grand jamais nous n'accepterons qu'on transforme notre nation [sic] [...] nous devons défendre nos valeurs, notre identité!** »²

Face à de telles attaques, le mouvement national LGBTQ+ a émis un communiqué³ dénonçant ces comportements et réaffirmant son soutien à une communauté déjà marginalisée.

En conclusion, la situation des minorités sexuelles au Bénin est façonnée par des facteurs culturels, religieux et sociaux. Le processus de changement social vers une plus grande acceptation des personnes LGBTQ+ est complexe et nécessite du temps. Malgré les progrès sur les réseaux sociaux, des défis subsistent, soulignant le conflit entre les traditions culturelles et les aspirations à l'égalité et à la reconnaissance des droits fondamentaux. Les militant-

es, tant locaux-ales qu'internationaux-ales, continuent leurs efforts, mais il reste beaucoup à faire pour promouvoir l'égalité et les droits des personnes LGBTQ+ au Bénin et en Afrique francophone. Il est crucial de noter que l'utilisation des réseaux sociaux pour aborder ces questions peut être risquée en raison du potentiel de harcèlement en ligne ou de représailles dans la vie réelle.



¹ Publication sur le compte Facebook officiel de Boni Yayi, 26 octobre 2023

² Ibid.

³ Communiqué du mouvement national LGBTI du Bénin, diffusé sur le compte Facebook de Bénin Synergies Plus, 31 octobre 2023

RÉTROSPECTIVE ET PERSPECTIVES DU MOUVEMENT LGBTQI IVOIRIEN : « LE SANKOFA » !

Fleury



Pourquoi en sommes-nous encore au stade de faire des collectes de 5 000 FCFA, de 3 500 FCFA pour venir en aide à un-e membre de la communauté LGBTQI en Côte d'Ivoire ?

Pire : pourquoi attendons-nous l'appui des partenaires financiers pour sauver la vie de nos pair-es ?

Il serait important de revenir sur la genèse du mouvement LGBTQI en Côte d'Ivoire. Dans ce pays, tout a démarré il y a une trentaine d'années environ. Nous sommes parti-es avec l'idée de se retrouver chez un ou une membre de la communauté qui aurait un chez lui, une maison de fortune, un appartement en location, peu importe mais que la personne puisse « avoir les clés de sa porte » comme on le dit chez nous. Ces rencontres se tenaient pour permettre aux invité-es d'exprimer leur expression de genre sans être jugé-e (mettre un foulard, attacher un pagne, mettre du maquillage, etc.), de vivre pleinement leur vie le temps qu'allait durer la rencontre (en utilisant les pronoms avec lesquelles l'on se sent à l'aise, en parlant des sexualités, etc.).

Il y avait des soirées, des agapes¹, des discussions, tous ces espaces étaient créés pour permettre aux membres de la communauté de se retrouver avec des personnes qui vivaient presque les mêmes défis qu'eux. Alors, il y avait plusieurs groupes: celui de Barbara, celui de Félix et celui de Cyriaque. Toutefois tous les groupes se connaissaient et fonctionnaient de la même manière.

Le jour de rendez-vous était généralement le dimanche, d'autres fois le samedi. Le concept était de se retrouver pour «causer », pour dire «papoter », prendre des nouvelles et en donner autour d'un repas appelé «Daga-bâ » ou «Gba-bâ », organiser des «shows » pour faire la fête et aussi des rencontres. Après chaque séance une petite cotisation était levée pour la caisse de l'association. Ceci n'était pas obligatoire, mais les fonds collectés servaient à faire face aux urgences qui pourraient arriver. C'était ainsi que fonctionnait le mouvement à cette période.

Puis au début des années 2000, est venue la période de formalisation de ces associations en ONG. C'était l'alternative pour qu'une partie de la communauté LGBTQI soit prise en charge sur ses aspects en lien avec les infections sexuellement transmissibles (IST) et le virus de l'immunodéficience humaine VIH/Sida. Le constat était évident : plusieurs d'entre nous en mourraient, par ignorance pour la plupart. Par la suite, il y a eu la course aux financements vers la fin des années 2000. Il fallait capter les financements de la lutte contre les IST et le VIH/Sida. Et pour se faire, on acceptait tout, et même ce qui n'arrangeait pas forcément la communauté, car il fallait marquer le mouvement en se désignant comme le chouchou des bailleurs et autres partenaires techniques et financiers.

Il est vrai que ces fonds ont donné la réponse aux besoins urgents du moment, avec les décès en cascades de membres de la communauté dûs au fait du manque d'informations sur les IST et le VIH/Sida. En outre, les activités de «Daga-bâ» et «Gba-bâ» ont disparu, et ont été remplacées par celles liées à la distribution de préservatifs et de gels lubrifiants.

Quant au «show», il est resté mais il a fallu lui donner une autre appellation et repenser le concept, d'où la naissance d'activités de divertissement basées sur l'éducation, en lien avec les IST et le VIH/Sida (sensibilisation, dépistage). Cette activité n'est presque plus appuyée par les partenaires financiers du système ivoirien. Les causeries existent encore mais sont aussi dénaturées, on cause désormais autour des questions en lien avec le VIH et les IST, pour donner des informations sur l'utilisation du préservatif, etc. À quel moment offrons-nous l'éducation aux plus jeunes sur la vie en tant que personnes LGBTQI ?

Aujourd'hui, quelques-unes des organisations ont pu négocier des salaires seulement pour l'équipe technique ou la direction. Les actrices de terrain, les éducatrices de pair-es et autres conseillers-es communautaires ont à peine droit au SMIG ivoirien qui est de 75.000 FCFA. Cette inégalité de salaire est maintenue par certain-es leaders qui encouragent cette marginalisation et discrimination dans le mouvement au lieu de prôner l'équité pour atteindre l'égalité. Les cotisations ont perduré et sont devenues obligatoires car les organisations sont devenues statutaires, avec des statuts et règlements intérieurs qui le signifiaient

clairement. Aussi, toute personne au sein de l'organisation qui participe à une activité où elle reçoit un gain pécuniaire est dans l'obligation de reverser 10% de ce montant dans les caisses de l'organisation. Ceci dure depuis plus de 10 ans maintenant: que faisons-nous de tous ces fonds ?

Pour les années à venir, il est temps de repenser le mouvement en revenant aux fondamentaux, ou en intégrant des valeurs africaines, à savoir la solidarité et l'entraide.

La valorisation ou le respect de ces valeurs se matérialiseront efficacement si l'on a des fonds. Où trouver ces fonds ? Ils existent : les 10% que nous prélevons, nous devons en faire bon usage et constituer de vrais fonds de solidarité ou d'urgence qui soient bien gérés avec une bonne visibilité. Aussi, il faut mettre l'humain au centre de toutes nos actions. Nous sommes communautaires, nous sommes dans le domaine des droits humains, nous devons discuter des questions de bien-être de nos équipes et de nos communautés avec les bailleurs et autres partenaires, et mettre IM-PÉ-RATI-VE-MENT la question d'assurance maladie dans nos propositions.

¹ Une agape : un repas pris en commun, chez les premiers chrétiens. Des agapes: un repas joyeux et copieux entre amis (Larousse)

LE PARCOURS DE PLAIDOYER DU MOUVEMENT LGBTQI+ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Gloria Quaye



MYRIA

L'histoire du mouvement lesbien, gay, bisexuel, transgenre, intersexe et queer (LGBTIQ+) en Afrique offre des leçons et des idées utiles pour préparer le futur de l'activisme et du plaidoyer dans la région.

L'Afrique de l'Ouest possède une histoire riche de résilience, défis, et progrès, perpétuellement formée par des groupes activistes, des groupes anti-droits et des sappers¹, qui ont travaillé activement à saboter nos efforts au cours des années. Avec 16 pays dans la région, les expériences spécifiques des organisations, mouvements et coalitions LGBTIQ+ ont considérablement varié.

De nombreux-ses expériences et moments du passé ont formé et orienté comment les mouvements LGBTIQ+ agissent pour assurer un avenir positif pour la communauté élargie dans la région.

Dans le passé, l'existence et la visibilité de la communauté n'étaient connues que de quelques personnes dans un territoire ou endroit particulier en raison de la peur d'être exposé-e en public. Les gens sont connus pour être extrêmement homophobes lorsque les questions propres aux personnes LGBTIQ+ sont soulevées ou abordées. Pourtant, aujourd'hui, on perçoit une société plus inclusive où les questions LGBTIQ+ sont abordées publiquement, y compris avec les médias. Cela démontre clairement comment la communauté a porté un plaidoyer positif pour que nos opinions soient entendues dans la société, même si, le plus souvent,

des résultats positifs ne sont pas visibles immédiatement.

Cela ravive à l'esprit le problème des rassemblements publics, où des membres de la communauté se réunissent dans des endroits qualifiés de «safe spaces (espaces sûrs)» pour y faire des réunions, des événements et d'autres activités mais reçoivent des réactions négatives de la part de la population. Même si les safe spaces n'étaient initialement pas vraiment arrangeants au regard des contraintes financières des communautés, plusieurs partenariats avec des allié-es ont débouché sur la mise à profit de leurs positions pour faciliter l'accès de la communauté à certains emplacements.

La mobilisation communautaire vers l'émancipation, l'éducation, et les interventions sociales a augmenté dans le passé et est devenue plus facile avec le temps. Dans le passé, les membres de la communauté et les allié-es trouvaient difficile de mobiliser ouvertement les leaders et les individu-es dans les forums, les réunions ou même des formations, à cause des mythes et méconnaissances que la société partageait généralement sur les questions LGBTIQ+. Dans nos sociétés actuelles, cela devient plus facile grâce à l'accès aux technologies avancées comme internet, les téléphones portables, les ordinateurs portables, etc; car cela permet aux leaders communautaires de mobiliser sans se déplacer d'un endroit à l'autre pour partager l'information.

Un autre facteur à examiner de manière critique est l'émergence d'organisations, mouvements et réseaux dirigé-es par des personnes LGBTIQ+, qui n'étaient pas en place dans le passé. Depuis plus de 15 ans maintenant, au sein du mouvement ouest-africain, l'émergence et la structuration d'organisations travaillant et défendant les droits des communautés LGBTIQ+ ont considérablement augmenté. Ces groupes ont fourni différents types d'appui, en sensibilisant, en luttant contre la discrimination et en offrant des récits alternatifs. Ils ont identifié les besoins des personnes LGBTIQ+ et travaillent à assurer leur documentation, car cela leur permettra de fournir de meilleurs services à la communauté dans le futur, en assurant que les droits humains et la dignité pour tous les groupes et les personnes marginalisé-es soient maintenu-es. Cela constituera également des archives auxquelles nous pourrions nous référer à l'avenir.

Ces mouvements et organisations continuent à faire face à de plus en plus de violations des droits humains, en raison des faux récits diffusés par les mouvements et groupes anti-genre et anti-LGBTIQ+, y compris des leaders religieux et traditionnels, les médias, les personnes influentes et d'autres actrices. Quoi qu'il en soit, les mouvements prennent de l'importance, grâce à la passion et l'unité de la communauté élargie, des activistes, des défenseur-euses et des allié-es menant la lutte pour la justice, l'égalité, la protection, etc.

Les mouvements LGBTIQ+ ont mobilisé aux niveaux national, régional et international pour plaider contre et dénoncer les lois récentes et coloniales criminalisant les personnes et activités LGBTIQ+. Le pouvoir, les connaissances et les connections du mouvement augmentent quotidiennement, apportant plus de reconnaissance légale, respect et inclusion pour les minorités sexuelles et de genre, avec des progrès recensés dans la reconnaissance de leurs droits. Certains de ces engagements régionaux ont été couronnés de succès dans quelques pays africains comme l'Afrique du Sud et le Kenya, mais restent très difficiles à mettre en œuvre dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Des pays comme le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Nigeria sont considérés comme particulièrement sensibles lorsqu'il s'agit d'organiser des dialogues régionaux et des réunions mené-es par des personnes LGBT. La communauté a jusqu'ici réussi à résister aux retours de bâton, aux obstacles juridiques et aux défis politiques tout en s'efforçant continuellement de développer de meilleures stratégies pour remettre en question les lois draconiennes qui visent les personnes LGBTIQ+ dans la sous-région.

¹ «Sappers» fait référence aux individu-es ou groupes qui tentent délibérément d'affaiblir, miner ou empêcher l'activisme et les efforts de plaidoyer des activistes des droits humains.

LE FUTUR EST ICI ET MAINTENANT

Ikponwosa Ogieva



Le passé nous offre des modèles menant à notre présent, et notre présent forme notre avenir. La plupart des gens cherchent à savoir ce que le futur réserve, essayant d'y jeter un coup d'œil ou de s'y échapper, mais ce que nous devrions plutôt essayer de faire est d'apprendre du passé pour permettre et faire en sorte de vivre pleinement dans le présent. C'est la seule façon d'assurer un avenir agréable, où nous pourrions être fidèles à nous-mêmes, car nous ne pouvons réellement être libres seulement quand nous sommes fidèles à nous-mêmes, et alors seulement nous pouvons vraiment vivre.

J'avais 22 ans lorsque j'ai été « outée »¹ auprès de ma famille en tant que personne queer, une femme qui était attirée par les femmes de la même manière qu'un homme pouvait être attiré par une femme. C'est la même année qu'un-e membre très proche de ma famille m'a dit pour la première fois que si je choisissais d'épouser une femme, iel continuerait à prier pour moi, penserait toujours à moi, et me souhaiterait toujours du bien. Toutefois, iel ne se sentirait pas à l'aise de me rendre visite ou d'être aussi présent-e dans ma vie, parce que cette façon de vivre est différente, étrange et inhabituelle dans notre culture. On m'a aussi avisée que cette façon de vivre serait mieux vécue loin du Nigeria, quelque part où mes enfants, si je décidais d'en avoir, seraient vu-es comme normaux-ales. Quelque part où les femmes peuvent être avec des femmes en sécurité.

Avec le recul, je sais que ce conseil venait d'une bonne intention, celle de vouloir me savoir en sécurité, mais je ne peux pas m'empêcher de penser à ce qu'un Nigeria où il n'est pas dangereux, honteux ou tabou d'être homosexuel-le ressemblerait, un Nigeria où être gay est normal et accepté. Qu'est-ce que ça ferait de parler à sa mère, son père et ses frères et soeurs africain-es, en tant que femme, de la merveilleuse partenaire qu'on a trouvée, qui est aussi une femme ? Qu'est-ce que ça ferait d'être capable d'organiser un mariage traditionnel queer et de voir tout les membres de sa famille se joindre aux réjouissances car c'est un mariage comme les autres ? Qu'est-ce que ça ferait de revendiquer une femme comme ma partenaire en public, tenir sa main, et même l'embrasser sans s'inquiéter de notre sécurité ?

Je pense beaucoup au fait que l'homophobie en Afrique restreint mon expression queer et celle de nombreux-ses autres personnes autour de moi, et combien nous vivrions tou-tes librement si l'homosexualité n'était pas vue comme non-Africaine dans notre société. Je pense beaucoup à combien ma vie serait différente si j'étais née dans une Afrique où être queer était vu comme africain et l'homophobie était un phénomène non-africain.

Ces pensées m'ont d'abord menée à faire un peu de recherche approfondie un samedi matin fatidique. Deux travaux m'ont marquée, l'article «Fake History, Misunderstanding Colonial Legacies, and the Demonization of Homosexuality in Africa »² par Aileen Waitaaga Kimuhu et le livre *Boy Wives and Female Husbands: Studies in African Homosexualities*³ par Stephen O. Murray et Will Roscoe. Ces écrits m'ont donné un aperçu de l'histoire africaine où j'ai pu voir clairement et découvrir avec certitude que c'était en fait l'homophobie qui avait été importée en Afrique, et non l'homosexualité.

Une histoire en particulier dans *Boy Wives and Female Husbands* m'a marquée, celle d'un «homme fou » à côté de Nasir au Soudan qui s'habillait comme une femme, et qui finit par «devenir une femme ». Ce qui est intéressant, c'est que le prophète de Deng dans cette communauté fut consulté et il accepta même de changer «son statut ». Il est dit que le prophète avait consulté les esprits et conclu que cet homme était en fait une femme, et elle pouvait donc continuer à vivre et à s'habiller comme une femme, son pronom «il » devint «elle » et elle fut autorisée à épouser un homme. Ce bel exemple d'existence et d'acceptation queer est l'une des nombreuses preuves aujourd'hui qu'être queer a existé et a été accepté en Afrique. Nous pouvons apprendre de cela aujourd'hui, être ouvert-e, être tolérant-e, être prêt-e à comprendre les réalités des gens qui nous ressemblent et des gens qui sont différents de nous.

Un Afrique sans homophobie existait avant, ce qui signifie qu'elle peut exister à nouveau, parce que la recherche et la documentation d'observation sur la sexualité et le genre en Afrique démontrent plus de tolérance du genre et de la diversité sexuelle en Afrique pré-coloniale. Ce sont les colon-es qui ont importé la chrétienté et le concept de famille nucléaire hétéronormative, ce qui a aussi introduit l'intolérance à l'égard de tout ce qui est queer.

La plupart de notre histoire et culture queer n'a pas été préservée à travers les écrits, l'art ou d'autres formes de création qui pourraient refléter au mieux notre réalité. À l'inverse, on connaît l'histoire telle qu'elle a été enseignée par les maîtres coloniaux. C'est ce que démontre l'idée fallacieuse la plus répandue selon laquelle «l'homosexualité est non-africaine ». Les travaux de Marc Epprecht⁴ révèlent que vivre de façon queer était normal en Afrique pré-coloniale. L'homosexualité existait et n'était niée que par appréhension ou désir de protéger la communauté lorsque des étrangers se renseignaient dessus, et avec le temps, ce déni s'est transformé en oubli, génération après génération. Quand les gens ont commencé à cacher et oublier que l'homosexualité faisait partie de notre culture, elle est devenue stigmatisée, notamment avec l'arrivée de la chrétienté, qui a répandu l'idée que l'homosexualité était une pratique sauvage et sale.

1 Note de l'éditrice : cela signifie que l'appartenance à la communauté LGBTQ de l'autrice a été révélée (avec ou sans son consentement).

2 Kimuhu, A. W. (2023, March 23). Fake history, misunderstanding colonial legacies, and the demonization of homosexuality dans Africa. *democracyinafrica.org*. <https://democracyinafrica.org/fake-history-misunderstanding-colonial-legacies-and-the-demonization-of-homosexuality-in-africa/>

3 Murray, S. O., & Roscoe, W. (Eds.). (1998). *Boy-Wives and Female Husbands: Studies in African Homosexualities*. State University of New York Press. <https://doi.org/10.2307/jj.18473015>

4 Voir <https://www.queensu.ca/history/people/epprecht-marc>

URIOKE: UNE NOUVELLE AUBE POUR LA LIBÉRATION LGBTQI EN AFRIQUE DE L'OUEST

Oghenefejiro Faeyfaeyy Adjerhore



«Urioke » est un mot Urhobo qui signifie «matin ». J'adore les matins. Les matins sont un rappel que l'heure est de plus en plus proche pour la libération LGBT+. Au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le matin émerge pour les individu-es LGBTQI. Des gens comme Aunty, qui a vécu ouvertement depuis l'âge de 7 ans, des gens comme Tobi, qui a été renié à 16 ans après avoir été «kito¹ » et outé² à sa famille, des gens comme Adaora, qui crient et hurlent avec leur art que «LES VIES QUEER COMPTENT », des gens comme moi, et tou-tes les autres qui ont lutté longtemps pour la reconnaissance, l'acceptation et la place à laquelle iels ont droit dans la société. Je me tiens ici en tant que Nigérian-e de 28 ans, autrefois profondément enraciné-e dans la foi religieuse, aujourd'hui éloigné-e de ma famille élargie très unie, abandonné-e par mes ami-es et rejeté-e par l'organisation religieuse même qui donnait autrefois un sens à ma vie. En ce matin, permettez-moi de vous faire franchir trois portes : celle du passé, celle du présent et celle que l'on appelle l'avenir. Dans ces portes se trouvent la réflexion et la revendication.

PORTE 1 : REGARDER EN ARRIÈRE

Une lutte pour l'acceptation

Dans le passé, les individu-es LGBTQI en Afrique de l'Ouest faisaient face à de nombreux défis. Le paysage légal était hostile, beaucoup de pays dans la région ayant des lois qui criminalisaient l'homosexualité. Ces lois ont non seulement perpétué la peur, mais ont également fourni une base juridique à la discrimination et à la persécution. La stigmatisation qui entoure

les identités LGBTQI en ont forcé beaucoup à mener des doubles vies, à dissimuler leur vraie nature par peur des représailles. J'étais Témoin de Jéhovah quand tout le monde regardait, mais dès que j'étais sûr-e qu'iels détournait le regard, je voulais mourir dans les bras d'un autre garçon. Cela a créé une culture du silence, où des personnes comme moi étaient confrontées au choix entre l'expression authentique de soi et la conformité à la religion.

J'étais un-e Témoin de Jéhovah dévoué-e depuis plus de vingt ans, et le conflit entre pratiquer ma foi et vivre ma vérité était angoissant. La foi dans laquelle j'avais été élevé-e m'avait appris qu'être LGBTQI était incompatible avec ces croyances, me forçant à prendre une décision insoutenable. En fin de compte, j'ai choisi d'embrasser mon vrai moi, une décision qui m'a éloigné-e de ma famille, m'a fait perdre mes ami-es et m'a expulsé-e de la communauté religieuse qui m'avait donné un but dans ma vie.

Dans ces moments difficiles, c'est dans la communauté LGBTQI que j'ai trouvé de la force et de la solidarité. Nous avons formé de petits groupes très unis qui nous ont offert soutien, compréhension et un sanctuaire où nous pouvions être authentiques sans craindre d'être jugé-es. Je me souviens encore de la joie que j'ai ressentie lorsque j'ai découvert pour la première fois qu'il y avait d'autres personnes comme moi au sein de ces groupes. C'était lors d'une fête à laquelle l'un des garçons que j'avais rencontrés en ligne m'avait invité-e. Oh, comme j'ai dansé plus

que David ! Découvrir qu'il y avait d'autres personnes comme moi a été un moment de pure joie, un sentiment d'appartenance qui nous a aidé-es à combattre l'isolement qui accompagne le rejet. Ensemble, nous avons entamé un voyage vers l'acceptation et l'égalité.

PORTE 2 : AUJOURD'HUI

Progrès et défis

Ces dernières années, le mouvement LGBTQI en Afrique de l'Ouest a réalisé des progrès significatifs. Des organisations, à la fois locales et internationales, ont émergé pour soutenir les droits LGBTQI. Ces organisations travaillent sans répit pour amplifier nos voix, mobiliser des ressources, et pousser pour des réformes légales pour décriminaliser l'homosexualité et protéger les individus LGBTQI de la discrimination.

Les réseaux sociaux ont été un outil puissant pour accroître la visibilité. Ils nous ont permis d'entrer en contact avec des personnes partageant les mêmes idées, de partager des histoires et de créer un sentiment d'appartenance à une communauté. Ils ont également servi de plateforme pour l'activisme et l'éducation, en remettant en question les stéréotypes et les croyances néfastes. Le mouvement LGBTQI est maintenant plus connecté et visible que jamais auparavant, et nous exploitons le pouvoir de la technologie pour promouvoir notre cause.

Toutefois, nous faisons aussi face à des défis. La montée en puissance des groupes fondamentalistes et anti-LGBTQI complique encore notre lutte. Les événements qui se déroulent actuellement au Ghana³ en sont un exemple pertinent. En Afrique de l'Ouest, les droits LGBTQI sont désormais vus comme anti-Africains. Je me souviens encore des officiers de police qui m'ont identifié-e et menacé-e de s'occuper de mon «homo[sexualité] » si je ne leur donnais pas d'argent. Ce matin m'effraie encore. Ou bien est-ce le voisin qui m'avait dit que «14 ans » était ce que j'allais prendre⁴ ? Maintenant, plus que jamais, la bataille pour notre dignité et liberté s'est intensifiée, nécessitant que nous élaborions des stratégies et que nous nous unissions.

Actuellement, la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest est marquée à la fois par la résilience et la vulnérabilité. Notre mouvement est décentralisé et s'appuie fortement sur les plateformes numériques pour se connecter et s'organiser. Cela pose des défis en raison des risques d'exposition et de discrimination. Pourtant, nous continuons à défendre nos droits, en cherchant à obtenir une reconnaissance juridique et sociale et en nous efforçant de changer les perceptions du public.

1 Argot nigérian faisant référence à l'acte de faire semblant d'être membre de la communauté LGBTQI sur des applications de rencontre ou sur les réseaux sociaux pour piéger d'autres personnes LGBTQI et leur faire du chantage.

2 Note de l'éditrice : cela signifie que son appartenance à la communauté LGBTQI a été révélée (avec ou sans son consentement).

3 Au Ghana, la proposition de loi sur les «Proper Human Sexual Rights and Ghanaian Family Values (Droits sexuels humains appropriés et valeurs familiales ghanéennes) » est considérée comme une des lois anti-LGBT les plus draconiennes. Elle a été approuvée par le Parlement en 2024 et attend depuis d'être signée par le Président pour entrer en vigueur. Elle prévoit jusqu'à 3 ans de prison pour les personnes s'identifiant comme LGBT et jusqu'à 5 ans pour la création ou le financement des groupes LGBT.

4 Cela fait référence à la peine de 14 ans de prison requise pour les personnes coupables de relations sexuelles de même sexe par le «Same Sex Marriage Prohibition Act (loi d'interdiction du mariage entre personnes de même sexe) » au Nigeria.

LE REFLET DE NOTRE VIE

Rachel Petrova

Chacun veut changer le monde mais ne veut se changer soi-même.

Le passé de notre communauté LGBTIQ+ regorge de vieux souvenirs heureux comme malheureux, nous avons écouté ou vu des événements tragiques ou des phénomènes dûs à notre naïveté ou négligence.

Aujourd'hui, beaucoup d'entre nous apprennent de ces expériences passées et choisissent d'avancer avec plus de conscience et de sérénité. Alors nous ferons de notre possible pour que les générations à venir soient fières de notre combat.

L'avenir n'est que la suite de la vie, et si nous voulons le marquer, nous devons nous changer nous-mêmes, afin d'avoir un monde radieux au profit personnel et à la fois social.

J'aime ma communauté LGBTIQ+.



CE QUE CACHE LA BAISSE DE L'ÉPIDÉMIE DE VIH DES DERNIÈRES ANNÉES AU SÉNÉGAL

saliff13



Au Sénégal, le faciès épidémiologique du VIH a évolué, passant d'une épidémie généralisée à une épidémie de type concentré. Autrement dit, aujourd'hui, on note une tendance baissière de l'infection au niveau de la population générale (0,4%) et sa flambée au niveau des groupes clés : 27,6% chez les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes et de 5,6% chez les professionnelles du sexe¹.

L'OMS avait alerté depuis juillet 2014 dans son communiqué de presse² soulignant : *« Les études indiquent que la probabilité de contracter le VIH est 14 fois plus élevée chez les professionnelles du sexe que chez les autres femmes, 19 fois plus élevée chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes que dans la population générale, et presque 50 fois plus élevée chez les femmes transgenres que parmi les autres adultes. Le risque d'infection à VIH serait également 50 fois plus élevé chez les consommateurs de drogues injectables que dans la population générale ».*

Cette montée de l'infection au niveau des groupes clés trouve sa source dans la violation flagrante des droits humains dont les personnes LGBTQ font l'objet.

En effet, le Sénégal est traversé par une homophobie ambiante qui menace dangereusement la communauté LGBTQI. Elle est prise pour cible, de nombreuses exactions sont commises au niveau communautaire et très souvent, elles restent impunies. L'exhumation suivie de l'incinération du corps d'un supposé homosexuel à Kaolack (le 28 octobre 2023), après que le corps ait été éconduit des cimetières de Touba avant d'être inhumé en toute discrétion et de manière quasi clandestine à Léona sis à Kaolack, en est une parfaite illustration.

Aussi le traitement de l'information en lien avec la problématique LGBTQ pose de grands problèmes et déclenche souvent une véritable chasse aux sorcières. C'est ce qui explique l'omerta des organisations de la société civile engagées dans la lutte contre le VIH et qui ont inscrit la garantie d'un environnement favorable à la lutte contre le VIH/Sida et le respect des droits humains pour les groupes marginalisés dans leurs différents plans de mobilisation de ressources. Le silence de ces organisations (par stratégie de l'omerta ou crainte d'affronter l'extrême homophobie au Sénégal) dans ce contexte potentiellement périlleux pour la communauté LGBTQ mérite donc d'être interrogé.

D'autre part, la menace d'activistes religieux qui publient les noms de leaders supposés (ou avérés) LGBTQ poussent ces dernières et leurs jeunes à l'émigration clandestine. Il faut noter que l'homophobie au Sénégal est une cause non négligeable de la montée

en puissance de l'émigration clandestine. Même s'il est encore très difficile de sortir des statistiques probantes à ce sujet, force est de constater que la menace de représailles, l'exclusion par les familles, le déficit d'accès aux soins, la stigmatisation et la discrimination dans les lieux de services sont autant d'éléments qui placent les LGBTQ en tête de proue de cette émigration-suicide.

Si de manière générale, l'infection à VIH continue d'être une maladie stigmatisante et dont les porteur-euses vivent des formes d'exclusion et de discriminations du fait de leur statut, cette stigmatisation est encore plus exacerbée chez les populations clés. Ces dernières vivent une vulnérabilité croisée liée à leur double condition de personne vivant avec le VIH et HSH, PS³ ou CDI⁴. Du point de vue juridique, si les PS semblent les plus protégés du fait de la loi n° 66-21 du 1er février 1966 (malgré ses insuffisances), chez les HSH, on note un vide juridique et une politique répressive. La stigmatisation, la discrimination et la menace de poursuites pénales rencontrées par les populations clés constituent des obstacles sérieux à leur capacité d'accéder aux soins de santé de qualité fondés sur les droits humains.

En conséquence, il est à constater que ces situations compromettantes sont susceptibles d'entraîner un taux d'infection à VIH disproportionné au sein de ces groupes. Le risque disproportionné est commun à toutes les populations clés mais il est augmenté par des questions juridiques et sociales spécifiques à chaque groupe. S'y ajoute que les services liés au VIH et destinés aux populations clés restent largement insuffisants et inadaptés.

Sur le plan des droits humains, l'homosexualité, l'usage des drogues et la prostitution sont encore socialement condamnées. Les limites juridiques et la forte réprobation sociale contraignent ces populations clés à la clandestinité, dont une des conséquences les plus visibles reste l'inégalité d'accès aux soins. Ceci rend la mise œuvre des programmes de prévention, de traitement, de soins et de prise en charge difficile pour ces populations qui sont les plus touchées par l'épidémie.

En somme, au Sénégal, la montée en puissance des mouvements anti-genre garrotte l'accès des LGBTQ aux soins et étouffe toute possibilité d'une riposte fondée sur les droits humains à l'infection à VIH, d'où la flambée de l'épidémie parmi ce groupe. Le silence des organisations de la société civile face à cette situation n'augure pas de lendemains reluisants. C'est ce qui fait que la communauté est au cœur de l'émigration clandestine.

¹ Données présentées dans le rapport annuel 2021 du Conseil national de lutte contre le SIDA du Sénégal (CNLS) et tirées du logiciel Spectrum proposant des estimations du taux de prévalence du VIH par pays.

² « Les personnes les plus exposées au risque d'infection à VIH ne bénéficient pas des services de santé dont elles ont besoin », communiqué de presse, Organisation mondiale de la Santé, 11 juillet 2014

³ Professionnel-les de sexe

⁴ Consommateur-rice de drogues injectables

**POUR LES FUTURS MYRIA,
ON VEUT VOUS ENTENDRE !**

Cher-e lecteur-trice,

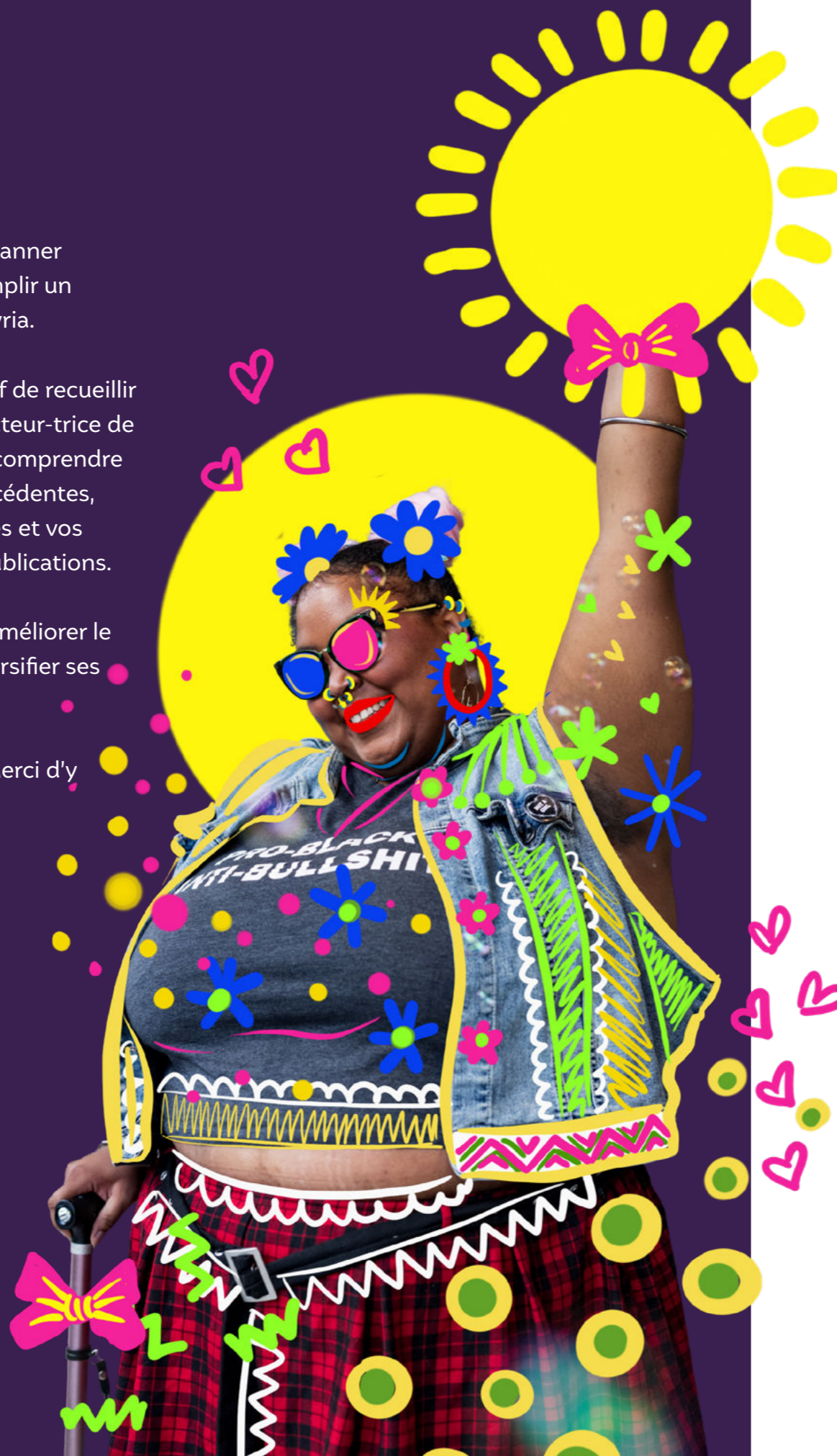
Veuillez cliquer [sur ce lien](#) ou scanner le code QR ci-dessous pour remplir un questionnaire sur l'avenir de Myria.

Ce questionnaire a pour objectif de recueillir vos impressions en tant que lecteur-trice de Myria. Nous souhaitons mieux comprendre vos retours sur les éditions précédentes, ainsi que vos besoins, vos envies et vos attentes pour les prochaines publications.

Vos réponses contribueront à améliorer le contenu et, si nécessaire, à diversifier ses formats.

Votre avis compte beaucoup. Merci d'y contribuer !

L'équipe de l'ISDAO



ISDAO 

INITIATIVE SANKOFA D'AFRIQUE DE L'OUEST

L'ISDAO est un fonds dirigé par les activistes consacré à l'édification d'un mouvement ouest-africain qui défend la diversité sexuelle et les droits sexuels à travers une approche flexible d'octroi de subventions et le renforcement d'une culture de philanthropie engagée à promouvoir les droits humains et la justice sociale.

-  www.isdao.org
-  [initiativeSankofa](#)
-  [initiative_sankofa](#)
-  [ISDAOSankofa](#)
-  info@isdao.org

MURRIA

